

TRAVAIL



Parti Communiste Marxiste Léniniste

**SPECIAL
CONGRES**

Juin 85

Mensuel - N°27 - Juillet 1985 - 5,00 F

ISSN 0754-261 X

**Concrétiser
un espoir et une
force pour 86 et
l'après-86!**

Contre les dangers de la droite, Face à l'échec de la gauche,

Pour une alternative politique

Mars 86 sera une date importante : date-sanction de cinq ans d'exercice du pouvoir par la gauche, date-enjeu pour l'avenir des travailleurs et du peuple de notre pays.

Déjà, quatre ans après mai 81 s'exprime un net rejet de la part de larges fractions de couches sociales ayant porté François Mitterrand au pouvoir, de la politique mise en œuvre au gouvernement par le Parti socialiste, avec le soutien du PCF trois ans durant, rejet dont ont témoigné les européennes de 84 et les cantonales de 85. Quatre ans après mai 81, le chômage s'est dramatiquement accru, le pouvoir d'achat a diminué, la protection sociale a régressé ; il y a accentuation de la crise du mouvement ouvrier et populaire et le désarroi s'est développé dans les rangs populaires.

Mais ce rejet profite essentiellement à la droite et à l'extrême-droite, une droite qui s'est radicalisée et une extrême-droite qui se consolide et s'organise. Recueillant près de 60% des voix exprimées, les forces du capital et de la droite, qui ont durci leurs projets et leurs pratiques, constituent une menace sérieuse pour l'ensemble des travailleurs.

À l'occasion des législatives de 86, faut-il se résigner à subir le choix droite/gauche ? Doit-on se résoudre à voter pour une gauche qui a failli parce que la droite menace gravement notre avenir ?

Une autre voie, une autre politique, une autre façon de faire de la politique s'imposent. Aux quatre coins du pays, des militants, des mouvements, politiques, syndicaux, associatifs, antiracistes, écologistes, tiers-mondistes, féministes, pacifistes, des minorités nationales ou culturelles, etc. refusent à l'occasion des élections de 86 d'avoir, pour éviter le retour de la droite autoritaire et radicalisée, à voter pour une gauche qui a déçu les aspirations populaires, d'avoir à choisir un « moindre mal ». Ils s'efforcent de rechercher comment répondre aux aspirations ouvrières et populaires, comment lever les contraintes économiques, politiques, institutionnelles sur lesquelles a échoué la gauche dans l'exercice du pouvoir.

S'ils font converger leurs efforts tout en respectant la diversité de leurs histoires, de leurs aspirations et de leurs engagements, ces militants et mouvements peuvent représenter un espoir et une force, y compris dans les luttes quotidiennes. Ensemble, ils peuvent peser dans la bataille de 86 et les batailles ultérieures, avoir des élus à l'Assemblée nationale et dans les conseils régionaux qui figurent parmi les instruments importants des combats à venir. Ensemble, ils peuvent jeter les bases d'une alternative politique, capable d'agir **CONTRE LES DANGERS DE LA DROITE, FACE A L'ECHEC DE LA GAUCHE, POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE.**

CONTRE LES DANGERS DE LA DROITE...

...car son retour au gouvernement représenterait un danger bien réel pour l'ensemble des travailleurs et des milieux populaires

Pendant ces quatre dernières années, la droite a radicalisé ses positions et ses pratiques.

Elle a opéré un renouvellement idéologique et politique dont les ferments viennent à la fois de l'ultra-libéralisme à la Reagan et des horizons de l'extrême-droite et de la « nouvelle droite » ; son discours devenu ouvertement élitiste et inégalitaire, fait l'apologie des droits innés, des hiérarchies, de la propriété privée...

La droite a exploité les mécontentements sectoriels et mené des tentatives de déstabilisation. S'appuyant sur les conséquences de la crise (chômage aggravé, sentiment d'insécurité), elle a instillé certaines conceptions individualistes et xénophobes au sein du tissu social par un « travail de terrain » et l'investissement d'une partie importante des médias.

Ses projets mis en œuvre dans certains départements, communes et régions, notamment depuis 83, produisent une aggravation de la situation des travailleurs dans le domaine économique et social et celui des libertés.

Les projets élaborés par le capital et la droite conduiraient à une aggravation brutale et prolongée des conditions de vie et de travail.

L'issue à la crise qu'ils préconisent repose sur le libre jeu

des lois du marché et de la concurrence et sur la déréglementation de la vie économique et sociale.

Parmi ces projets, citons :

- la suppression du SMIC, considéré comme responsable du chômage,
- la promulgation de l'ensemble des revendications du CNPF en matière de flexibilité : déréglementation sociale, emplois nouveaux à contraintes allégées, suppression du contrat de travail, salaire individualisé, multiplication des emplois à temps partiel, de l'intérim, des contrats à durée déterminée,
- de nouveaux allègements des charges des entreprises,
- la privatisation des médias et éventuellement de l'enseignement,
- des dénationalisations massives qui livreraient encore davantage les travailleurs à l'arbitraire patronal (accélération des restructurations et des baisses d'effectifs, des remises en cause des acquis, nouvelles organisations du travail),
- l'éclatement de la Sécurité sociale, avec un minimum pour tous, le reste étant soumis à l'assurance de chacun,
- le retour forcé d'un grand nombre de travailleurs immigrés, la suppression de la naturalisation automatique des enfants d'immigrés nés en France,
- l'accélération de la rentabilisation de l'agriculture par

l'intégration totale de celle-ci aux trusts de l'agro-alimentaire et la suppression de toutes les exploitations les moins rentables,

- la diminution du nombre de fonctionnaires (hôpitaux, postiers, enseignants) et la privatisation de certains secteurs,
- l'accroissement des dépenses militaires,
- le maintien par tous les moyens de la présence impérialiste française dans le monde, notamment dans les colonies françaises (Kanaky, Guadeloupe...).

La mise en œuvre des projets des forces de droite et du capital constituerait un pas en arrière important dans le domaine des libertés.

La droite développe l'idéologie sécuritaire et ses tenants annoncent des mesures qui aggraveraient les discriminations à l'égard des travailleurs immigrés et des différentes minorités qui porteraient des coups aux libertés individuelles (avortement par exemple).

Le patronat et la droite entendent s'attaquer davantage au mouvement ouvrier et populaire : remise en cause des lois Auroux et des droits syndicaux, limitation du droit de grève, atteintes au mouvement associatif...

La poussée du Front national constitue un phénomène dangereux et nullement passager.

La droite ne se limite plus aujourd'hui au RPR et à l'UDF. La poussée du Front national manifestée aux européennes a été confirmée et même amplifiée dans les zones urbaines et les quartiers populaires, dans le Sud, le Nord, la région parisienne et la région lyonnaise lors des cantonales de 85.

POUR UNE AUTRE POLITIQUE...

...car la politique mise en œuvre par le gouvernement depuis 81 n'a pas répondu aux attentes et aspirations populaires et a conduit à l'impasse et à l'échec

La politique gouvernementale à laquelle le PCF s'est associé pendant trois ans, est une politique de redéploiement impérialiste des capitaux et d'austérité pour les travailleurs.

Après une première année où il a tenté de mettre en œuvre son projet économique initial et où sont intervenues certaines mesures sociales (39 heures, retraite, SMIC, allocations familiales...) le gouvernement, dès juin 82, a changé l'orientation de sa politique économique et sociale en alléguant la contrainte extérieure pourtant impliquée par son choix stratégique antérieur. Il a retenu comme prioritaires la lutte contre l'inflation, la désindexation des salaires sur les prix, la restauration des profits des entreprises et l'amélioration de leur compétitivité, le rééquilibrage extérieur par une politique récessionniste, le redéploiement offensif des capitaux, aussi bien aux USA, dans la CEE que dans le Tiers Monde. Dès lors ont été mises en œuvre une politique d'austérité pour les travailleurs avec transfert des ressources de leurs poches vers les profits des entreprises et une politique de restructuration à marche forcée avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, dans la sidérurgie, les chantiers navals, les mines...

Les conséquences de cette politique d'austérité et de restructuration sont particulièrement lourdes, notamment :

- 700 000 chômeurs de plus de mi-81 à début 85
- allongement de la durée du chômage
- baisse du pouvoir d'achat
- mises en cause de la protection sociale, notamment baisse sensible de l'indemnisation du chômage
- nouvelle détérioration du revenu paysan, disparition d'exploitations et intégration aux stratégies des trusts agro-alimentaires
- poursuite de la dégradation du milieu naturel et des équilibres écologiques, en particulier dans le domaine du nucléaire, des pluies acides, etc.

L'orientation stratégique de la politique du gouvernement l'a amené, dans le cadre de la gestion de la crise, à agir de plus en plus en faveur des capitaux et de leur redéploiement, à cé-

Cet enracinement du Front national s'est opéré essentiellement sur des thèses xénophobes et racistes, liant étroitement immigration et insécurité, immigration et chômage. Il a trouvé un terrain favorable dans la crise, le chômage croissant, la baisse du pouvoir d'achat, l'urbanisation délirante, l'aggravation des conditions de vie, l'absence de perspectives, en particulier pour la jeunesse. Il s'est appuyé sur la nouvelle situation politique ouverte par mai 81 qui a exacerbé les contradictions et entraîné un durcissement de l'ensemble de la droite pour qui gouverner relève de l'ordre des choses et de ses affaires. Il a été alimenté par la radicalisation de la droite dite « classique », les liens et connivences étroits, idéologiques, politiques et organisationnels qui existent entre la droite et ses extrêmes. Il a aussi été favorisé par la politique gouvernementale d'austérité pour les travailleurs, par ses hésitations, attermoiements et erreurs sur la question de l'immigration et par la politique des partis de gauche en la matière (notamment dans certaines municipalités).

Le retour des forces de droite au gouvernement, dans les dispositions économiques, politiques et idéologiques qui sont les leurs et dans le cadre de la situation de crise et d'échec du mouvement ouvrier et populaire, ne serait pas la seule réédition de la politique menée avant 81. Il signifierait une politique de réaction dans tous les domaines, une régression sociale sans précédent, un véritable recul historique. Il faut faire barrage au retour de la droite.

der aux pressions et menaces des forces du grand capital. Ainsi, il a beaucoup augmenté les aides et subventions aux entreprises et les a exonérées de charges : du coup, les profits ont retrouvé début 85 leur niveau d'avant la crise. Ainsi, il a reculé sur certaines réformes amorcées : droits des travailleurs, réduction du temps de travail, démocratisation du secteur public, école et fiscalité.

Les réformes de structures, conçues par le Parti socialiste comme devant représenter un pas décisif dans l'avancée graduelle vers le socialisme, n'ont en rien remis en cause les fondements du système :

- les nationalisations des principales multinationales industrielles et bancaires françaises ont accentué la concentration des capitaux et favorisé leur redéploiement mondial à la recherche du profit maximum; elles ont réduit l'emploi en France et n'ont pas sensiblement amélioré les conditions de travail;

- les lois Auroux se sont limitées à une mise de la législation sociale française au niveau de celles déjà reconnues dans la plupart des autres pays occidentaux;

- la décentralisation, qui a prétendu rapprocher les travailleurs et les populations locales des centres de décisions, conduit pour l'essentiel, dans les faits, au renforcement des pouvoirs des notables locaux et peut accentuer les disparités économiques et sociales entre régions.

La politique gouvernementale s'est pliée au jeu des institutions de la V^e République et n'a pas cherché à susciter et à appuyer l'intervention des forces populaires.

Le gouvernement a choisi de laisser intact l'appareil d'Etat et la Constitution de la V^e République, instituée en 1958 pour permettre à l'Etat de mieux assurer son rôle de stratège économique-politique collectif du capitalisme français au sein du marché mondial. Prétendant que le temps travaille pour la gauche et que sept ans permettront de transformer la France, il s'est heurté à des blocages importants de la part des appa-

reils institutionnels, foyers privilégiés de résistance de la droite : Sénat, Conseil constitutionnel, haute administration, appareils militaire et répressif.

La réforme du mode de scrutin ne retenant pas la proportionnelle intégrale a mis en place un système qui permet de maximiser les résultats de la droite et du seul PS. Il vise à maintenir, voire étendre, l'hégémonie de celui-ci en prétendant rassembler en son sein ou autour de lui toutes les forces progressistes.

Des efforts législatifs et juridiques ont été entrepris pour mieux garantir les droits et libertés mais essentiellement du point de vue des individus (abolition de la peine de mort, droit des femmes, dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux militaires) et non pour l'exercice collectif de la démocratie. Notons également les incohérences et erreurs de la politique de l'immigration (d'un côté, droit d'association aux immigrés et avancées sur la carte de dix ans, de l'autre organisation du refolement et barrages au regroupement familial). Notons aussi l'absence d'une rénovation approfondie du système scolaire et du système pénitentiaire.

Les aspirations culturelles, démocratiques, du droit à la différence et à l'expression n'ont pas été prises en compte : le gouvernement n'a pas répondu - ou si peu! - aux besoins des jeunes générations, des minorités nationales ou culturelles, des immigrés, notamment des beurs...

La politique gouvernementale s'est inscrite dans la continuité internationale.

Marquée, dans les premiers mois, par des tentatives visant à redéfinir les rapports de la France avec le Tiers Monde, la politique internationale du gouvernement s'est rapidement inscrite dans les orientations antérieures. Cherchant à profiter au mieux des lois et règles du système impérialiste mondial pour redéployer les capitaux forts, refusant de s'opposer aux pressions provenant de la contre-offensive de l'impérialisme US, la politique gouvernementale a œuvré à la défense des intérêts de l'impérialisme français.

Ainsi, priorité a été donnée au maintien des intérêts de la France en Nouvelle-Calédonie et le droit à l'indépendance des colonies françaises n'est toujours pas reconnu. Ainsi, le gouvernement soutient le déploiement des Pershing et Cruise en Europe au nom de la recherche de « l'équilibre des forces » et condamne les mouvements pour la paix. Ainsi, il en est vite revenu à développer des rapports néo-coloniaux en Afrique et dans le Tiers Monde, justifiant les interventions militaires au Tchad et au Liban. Ainsi, il a multiplié les ambiguïtés, les attermoiements et erreurs face aux luttes des peuples : Palestine, Afrique du Sud, Cambodge, Afghanistan. Il a déployé la politique de vente d'armes, en particulier dans le Tiers Monde, au nom du commerce extérieur.

*

De mai 1981 à juillet 1984, le PCF a participé à la politique gouvernementale par l'action de ses quatre ministres et l'a soutenue, notamment au Parlement - y compris par un vote de confiance en mai 84 après les licenciements massifs dans la sidérurgie - et par les actes et déclarations de ses dirigeants parlant pendant trois ans du « bon sens » de l'action gouvernementale et du « bilan supérieur à celui du Front populaire et de la Libération ». Cette politique basée sur la stratégie du XXIV^e Congrès a été sévèrement sanctionnée par un nouveau recul électoral en juin 84 et mise en cause par la majorité des

POUR UNE AUTRE POLITIQUE...

...car les politiques proposées au mouvement ouvrier et populaire par ses organisations n'ont pas répondu à la crise structurelle qui le secoue depuis plusieurs années et l'ont même aggravée

Cette crise se manifeste par :
- la baisse des effectifs des organisations du mouvement ou-

militants du PCF lors de son XXV^e Congrès.

Ce Congrès a concrétisé le rejet de la stratégie du programme commun, de l'alliance au sommet avec le PS et a adopté une nouvelle orientation politique dont le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » (NRPM) est le pivot stratégique. Après plusieurs mois de mise en pratique, ce NRPM apparaît de plus en plus comme une tentative de ralliement autour de la propre bannière du PCF, comme une tentative de réponse interne aux problèmes posés par son déclin et par ses rapports avec le PS. Depuis son départ du gouvernement, le PCF semble tenté de se replier sur son noyau dur. Il développe tous azimuts l'antagonisme avec le PS, le prenant en cible principale et privilégiée et du coup, sous-estime la droite jusqu'à envisager la « politique du pire ». Ainsi se confirme l'échec stratégique du PCF qui met en cause sa politique d'alliances, toujours considérée comme tactique et non stratégique; sa compréhension du monde contemporain, qui repose toujours sur les deux camps; son rapport aux masses, souvent prises en compte comme forces de manœuvre; sa conception d'un parti dirigeant, qui se substitue à la classe tout entière et détient seul la vérité; son attitude vis-à-vis de sa propre crise comme celle du mouvement ouvrier et populaire; son insuffisante prise en compte de la réalité et des mutations de la société, en particulier de son caractère impérialiste; son volontarisme, qui tend à faire rentrer de force la réalité dans ses schémas.

Ces deux politiques successives du PCF ont fortement contribué à semer le désarroi, le doute, la démobilisation et la division dans les rangs ouvriers et populaires.

*

Cependant, la stratégie globale mise en œuvre au gouvernement, de manière dominante puis quasi exclusive, est celle du Parti socialiste.

Celui-ci l'a exprimée comme un « compromis entre pouvoir économique et pouvoir politique » et recherche du « consensus social » dans le cadre de l'« exercice du pouvoir » dans le système capitaliste. De fait, cette stratégie s'est concrétisée en politique d'austérité pour les travailleurs, logique du redéploiement impérialiste face à la crise, soumission aux institutions et non prise en compte des aspirations au changement. Elle s'est transformée en une soumission pure et simple aux lois du système impérialiste en crise : maintien de la France dans le cadre de ses alliances antérieures, insertion dans le marché mondial et respect des lois économiques et politiques du système capitaliste.

Cette stratégie du PS a laissé et laisse un vaste champ d'action à l'offensive politique, économique et idéologique des forces du capital et de la droite, tandis qu'elle renforce repli sur soi, désarroi et déstabilisation des références au sein du mouvement ouvrier et populaire. Cette stratégie aboutit à encadrer et à canaliser ce mouvement sur les voies de la « gestion de gauche » de la crise du capital et à lui faire perdre en autonomie, en force et en liens avec la grande masse des travailleurs. L'impasse de cette stratégie est patente. Elle ne s'attaque pas aux racines de la crise. Elle ne conduit pas au socialisme et ne permet pas d'améliorer la situation des travailleurs et milieux populaires. Elle ne leur propose pas d'issue.

vrier et populaire, un rétrécissement de leurs moyens, une désaffection militante;

— les divisions, les querelles de chapelle et les exclusives réciproques;

— une désaffection grandissante des travailleurs, particulièrement des jeunes générations, vis-à-vis du mouvement ouvrier et populaire : rejet de la politique politicienne et de la « récupération »; sentiment d'une perte de contrôle sur les organisations du mouvement ouvrier et populaire, sentiment de décalages croissants de ce mouvement avec les réalités d'aujourd'hui.

Cette crise s'enracine dans les mutations économiques, sociales et culturelles de la fin du XX^e siècle.

Citons notamment l'éclatement des bastions de l'industrie traditionnelle; les bouleversements dans les procès de travail; l'accentuation des disparités au sein de la classe ouvrière alors qu'elle s'étend à l'échelle mondiale; les brassages énormes géographiques, d'âge, de sexe, de qualification, de traditions; l'assouplissement du cloisonnement social au sein des classes populaires; l'urbanisation; la plus grande circulation des connaissances et des échanges; l'élévation générale du niveau d'éducation, etc.

Ces réalités posent en termes nouveaux les exigences de bien-être, d'égalité et de démocratie : exigences du droit au travail et à la formation, droit aux loisirs, droit de vivre et produire autrement, de respecter le droit à la différence dans une France plurielle, de respecter l'environnement, exigences de l'égalité entre Français et immigrés, femmes et hommes et de l'épanouissement des aspirations des jeunes générations, etc.

Mais la crise engendre également des phénomènes négatifs

POUR UNE AUTRE POLITIQUE, UN AUTRE MODE DE DEVELOPPEMENT

Il faut tracer la voie d'une sortie de la crise en faveur des intérêts ouvriers et populaires, qui permette de résorber le chômage, de répondre aux aspirations populaires à vivre et produire mieux et autrement, de s'attaquer aux profondes inégalités économiques, sociales, culturelles qui marquent notre société, de combattre le racisme, d'assurer le respect des minorités et le droit à la différence, de défendre la paix.

Cela nécessite de réorienter fondamentalement l'économie et la politique, de mettre en œuvre un nouveau mode de développement indépendant, non aligné, solidaire du Tiers Monde, en rupture avec le système d'exploitation des hommes et des peuples qui prévaut dans notre pays.

Ce nouveau mode de développement doit reposer sur six grandes orientations :

FIXER COMME BUT A L'ÉCONOMIE DE SATISFAIRE LES BESOINS POPULAIRES, besoins matériels, culturels et humains (conditions de vie des chômeurs, jeunes, handicapés, personnes âgées, conditions de travail, de logement, droit à la santé, à la formation, à la communication, aux loisirs, respect des grands équilibres naturels et écologiques) et non la recherche du profit maximum. Cela suppose un nouveau type de croissance, permettant de créer des centaines de milliers d'emplois utiles et efficaces et d'assurer le droit au travail pour tous, une relance sélective; des investissements utiles et économes en capital; la réduction du temps de travail à 35 heures; des formations qualifiantes; des droits effectifs de contrôle pour les travailleurs. Il faut refondre l'agriculture pour répondre aux besoins et assurer le droit de vivre des paysans (revenu garanti, statut juridique et social, arrêt de la désertification rurale, soutien au travail collectif...).

LIMITER LES DÉPENDANCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES PAR RAPPORT AU MARCHÉ MONDIAL, lever les contraintes liées à l'internationalisation croissante des capitaux et de la production, maîtriser les relations économiques avec les autres pays, pour aller dans le sens d'une plus grande autonomie. Il s'agit de combattre la domination du

parmi les travailleurs, phénomènes allant du repli sur soi aux réactions xénophobes et racistes.

Cette crise n'a pas été enrayée par les principales organisations politiques du mouvement ouvrier et populaire qui ont au contraire contribué à l'aggraver.

Elles ont, à tort, caractérisé cette crise de « dépolitisation » et de « bas niveau de conscience ». Elles lui ont répondu et lui répondent par des politiques qui enfoncent davantage le mouvement dans son ensemble :

- des politiques dites de « rassemblement », en réalité politiques de regroupement derrière leur propre bannière, visant à rechercher l'hégémonie : « moderniser et rassembler » autour du PS ou bien « nouveau rassemblement populaire majoritaire » du PCF, notamment;
- des politiques qui n'ont fait qu'entretenir des illusions électoralistes, l'absence de contrôle et la délégation de pouvoir;
- des recettes schématiques dites de « pédagogie » et d'« explication » ou de surenchère;
- des pratiques politiciennes et sectaires.

Ainsi la recherche d'une autre politique est intimement liée à la mise en œuvre d'une autre façon de faire la politique.

Il faut :

- briser la logique de minorisation inscrite dans les institutions et encouragée par la politique des grands partis;
- respecter la diversité des intérêts et des expériences militantes;
- permettre aux travailleurs d'avoir prise sur leurs organisations, sur leurs décisions, objectifs et règles — les proposer, contrôler leur exécution.

dollar, prendre des mesures sélectives de protection du marché intérieur, assurer une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, transformer les relations au sein de la CEE en renégociant le Traité de Rome.

FORGER UNE ALLIANCE NOUVELLE AVEC LE TIERS MONDE, BASÉE SUR LE NON ALIGNEMENT, car les travailleurs et milieux populaires en France d'une part, les peuples et pays du Tiers Monde d'autre part, sont victimes, dans des situations différentes, du même système impérialiste.

Cela nécessite de remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, en reconnaissant le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises (DOM-TOM), en négociant des accords bilatéraux, basés sur l'égalité et les avantages réciproques, avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud.

Cette alliance avec le Tiers Monde doit orienter la politique de la France dans le monde, pour lutter contre la rivalité des deux superpuissances, USA et URSS, pour l'hégémonie mondiale, développer la solidarité avec les peuples qui luttent pour leur indépendance et leur liberté, défendre la paix.

ÉTABLIR L'ÉGALITÉ DES DROITS. Il s'agit de forger l'unité des travailleurs, en prenant en compte et en partant de la diversité des situations, intérêts et revendications spécifiques, et d'assurer l'égalité de leurs droits entre hommes et femmes, jeunes et vieux, travailleurs du même groupe, Français et immigrés.

Face à la montée du racisme, il faut mettre en œuvre une démarche nouvelle qui associe l'égalité totale des droits politiques, sociaux, à la sécurité, entre Français et immigrés, et une riposte concrète, quotidienne et persévérante, sur le terrain, pour la solution des problèmes générateurs de tension dans les milieux populaires (chômage, baisse du pouvoir d'achat, conditions de vie, de logement, de cohabitation, problèmes de l'école, conditions entraînant la petite délinquance,

sentiment d'insécurité...), en associant tous ceux qui y sont confrontés.

ASSURER L'EXPRESSION PLURALISTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LA DÉMOCRATISATION DES INSTITUTIONS, ce qui implique des transformations profondes : proportionnelle intégrale aux élections, transformation du système des médias, remise en cause des institutions et de la

Constitution de la V^e République, décentralisation réelle et profonde...

RECONNAÎTRE LES DROITS ET ASPIRATIONS DES MINORITÉS NATIONALES, ce qui implique leur droit à l'autodétermination, la réponse à leurs aspirations nationales et culturelles, leur droit de vivre et travailler au pays, contre la désertification et la désindustrialisation.

POUR UNE AUTRE POLITIQUE, POUR UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE LA POLITIQUE, POUR UNE ALTERNATIVE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

Ces propositions ne sont nullement à prendre ou à laisser.

Elles sont ouvertes à la confrontation des idées et des pratiques avec tous ceux, militants et mouvements qui, au sein du mouvement ouvrier et populaire, recherchent une alternative. Forgées au creuset de nos expériences positives et négatives des dernières années, de nos liens spécifiques avec la réalité, de nos réflexions et acquis, elles constituent un apport qui sera d'autant plus efficace qu'il sera confronté aux expériences, réflexions et acquis des autres. Personne ne saurait prétendre avoir réponse à tout ni avoir défini la stratégie pour sortir de la crise, pour sortir le mouvement ouvrier et populaire de sa propre crise.

Cette crise généralisée et historique qu'a aggravée l'exercice du pouvoir par la gauche, est une donnée fondamentale de la situation.

En a-t-on touché le fond? En a-t-on fait le tour? Certainement pas. Une des urgences de l'heure est d'en prendre pleinement la mesure, d'être à l'écoute des critiques et rejets, et aussi des attentes et espoirs de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, dans le mouvement ouvrier et populaire, cherchent une alternative. Sans aucun doute, cela nécessite des « retours sur soi » douloureux et de sévères remises en cause dans tous les domaines, culturel, philosophique, politique, organisationnel. Cet effort indispensable constitue une des garanties que l'alternative contribue à l'émergence d'une autre

politique, d'une autre façon de faire la politique. Ce faisant, cet effort œuvre à la nécessaire recomposition du mouvement ouvrier et populaire et à forger l'indispensable unité populaire; il contribue à la recomposition et au renouveau du communisme dans les domaines théorique et politique, dans la conception et les pratiques d'organisation.

Beaucoup de militants et des mouvements, politiques, syndicaux, associatifs, antiracistes, écologistes, tiers-mondistes, féministes, pacifistes, des minorités nationales ou culturelles ressentent aujourd'hui l'impérieuse nécessité de sortir du repli sur soi, de chercher des points de contact et de solidarité et d'agir ensemble dans ce sens. Il est urgent de se rassembler en respectant et prenant en compte l'identité des uns et des autres, de leurs expériences, de leurs aspirations, de leurs liens à la réalité car cette diversité même est un gage pour peser sur la réalité et pour engager une dynamique nouvelle.

Une telle dynamique requiert que certaines conditions soient remplies : la connaissance mutuelle, la confrontation d'idées et de pratiques, l'action en commun, le refus de l'hégémonie de qui que ce soit. Elle implique que priorité soit donnée à la bataille de terrain, dans les lieux que ces militants connaissent et où ils agissent ensemble, au milieu des travailleurs : l'entreprise, la ville, la région. Elle suppose une grande ambition : entraîner ceux qui cherchent dès maintenant une alternative et en rassembler demain des milliers d'autres aujourd'hui encore sceptiques et en attente.

Que chacun éprouve, là où il agit, là où il vit et travaille, qu'ensemble il est possible de concrétiser un espoir et une force pour 86 et l'après-86!

Propositions pour une politique alternative

POUR UNE AUTRE POLITIQUE, UN AUTRE MODE DE DEVELOPPEMENT...

...car il faut tracer la voie d'une sortie de la crise en faveur des intérêts ouvriers et populaires

Il ne s'agit pas ici de définir tous les aspects d'une autre politique ni d'élaborer un programme ayant réponse à tout. Seul l'ensemble du mouvement, si porteur des aspirations et des exigences populaires, est susceptible d'avancer sur cette voie. Nous proposons ici quelques points-clé; chaque proposition prise séparément ne suffirait pas à mettre en œuvre un changement réel et durable mais la globalité de ces propositions portées par une mobilisation d'ampleur, permettrait d'enclencher un processus de rupture avec le système d'exploitation des hommes et des peuples qui prévaut dans notre pays. Ces propositions, forgées au creuset de nos expériences positives et négatives des dernières années, de nos liens spécifiques avec la réalité, de nos réflexions et acquis, sont ouvertes à la confrontation des idées et des pratiques avec tous ceux, militants et mouvements qui, au sein du mouvement ouvrier et populaire, recherchent une alternative.

Une sortie de crise est nécessaire et possible en réorientant fondamentalement la politique sur la base de cinq exigences :

- satisfaire les besoins ouvriers et populaires;
- permettre l'intervention des intéressés, leur prise en main de leurs propres affaires;
- limiter les dépendances économiques et politiques par rapport au marché mondial, pour aller dans le sens d'une plus grande autonomie;
- s'inscrire dans l'effort de développement du Tiers Monde, par de nouveaux rapports avec celui-ci, basés sur l'égalité et l'avantage réciproques, et permettant de définir de nouvelles alliances basées sur le non-alignement;
- s'attaquer en France même aux forces qui ont intérêt au maintien de la situation, le capital industriel et financier, l'impérialisme français.

Telles sont les bases d'une stratégie de rupture dont les composantes essentielles sont :

POUR LE DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS

Les 2 500 000 chômeurs actuels représentent un gaspillage scandaleux de travail humain, alors que tant de besoins existent en France et dans le monde. Une priorité essentielle d'une autre politique économique est d'assurer le droit au travail pour tous, de résorber le chômage, de créer plus de deux millions d'emplois réellement utiles, et rapidement plusieurs centaines de milliers. Utopie? Sûrement, si on ne remet rien en cause d'essentiel. Mais les besoins existent et des millions d'hommes et de femmes ne demandent qu'à travailler : il faut mettre ces deux réalités en relation.

Pour aller dans ce sens, il faut tout à la fois :

- procéder à une relance économique sélective en fonction des besoins prioritaires par la revalorisation des bas salaires, des prestations sociales;

- mettre en œuvre des investissements créateurs d'emplois utiles et économes en capital;

- faciliter dans ce domaine le développement d'activités artisanales, coopératives et associatives par des mesures d'aide à l'implantation, dégrèvements fiscaux, etc.;

- contrôler et limiter les importations (cf ci-après);

- lutter efficacement contre les gaspillages de tous ordres (financiers, en moyens de production socialement utiles mais jugés insuffisamment rentables par le capital, économies d'énergie, recyclages...);

- assurer un contrôle effectif, décentralisé, par les travailleurs eux-mêmes et leurs organisations syndicales, de l'utilisation des aides et subventions nationales, régionales et locales, qui, trop souvent, sont utilisées pour la spéculation ou l'exportation des capitaux, et non pour des investissements utiles;

- réduire le temps de travail à 35 heures par semaine, avec maintien du salaire pour la grande majorité des salariés, avec embauche corrélative;

- assurer la satisfaction des revendications en matière de conditions de travail, d'hygiène, de sécurité;

- renforcer les droits de contrôle des travailleurs et de leurs organisations syndicales dans les usines et les groupes (droit de veto accordé aux CE et CCE en cas de licenciement);

- mettre en œuvre une politique active de formation qualifiante en fonction des besoins des travailleurs comme des investissements utiles nouveaux à opérer et accorder un temps minimum à chaque travailleur pour cette formation; la formation doit être reconnue comme partie intégrante de l'activité professionnelle.

Pour mettre en œuvre cette réorientation, des moyens existent :

- concentrer les moyens aujourd'hui disponibles sur les secteurs effectivement utiles et créateurs d'emplois et en combattant les gaspillages financiers;

- consacrer à la création d'emplois une part sans cesse croissante des plus de 100 milliards de francs consacrés à l'indemnisation du chômage;

- utiliser les revenus et cotisations sociales créés par les nouveaux emplois;

- contrôler sérieusement et à tous les niveaux, de la production à la distribution, les marges et les plus-values, dans tous les secteurs de l'économie;

- augmenter les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes.

L'ensemble nécessitera des reconversions économiques, des restructurations. Mais celles-ci devront se faire en toute clarté, non pour la course aux profits et au redéploiement des capitaux, mais pour la satisfaction des besoins, avec les travailleurs eux-mêmes, avec droit de veto des comités d'entreprise.

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POPULAIRES

La liste est longue des besoins et aspirations populaires non

satisfaits; les effets de la crise les ont rendus plus pressants, notamment :

- les dures conditions dans lesquelles se retrouvent les chômeurs, en particulier à l'issue de la période d'indemnisation, qui nécessite le maintien de la protection sociale, la garantie d'un revenu minimum, la gratuité des transports;

- l'aggravation des conditions de travail dans les entreprises et bureaux, qui exige une autre organisation du travail;

- les conditions de logement et de vie d'une partie importante des milieux populaires, qui nécessitent une relance de l'activité de construction et de rénovation, associant étroitement les habitants eux-mêmes et leurs organisations;

- le droit à la santé pour tous, qui nécessite, en particulier, une politique audacieuse et, à terme, économe, de prévention et le développement des équipements dans de nombreuses zones et régions; cela passe notamment par la création de centres de santé dans les quartiers populaires et les zones rurales et par la promotion de toute mesure allant dans le sens de la remise en cause du paiement à l'acte;

- les besoins liés à la socialisation des enfants et aux conditions de vie des parents (crèches, haltes-garderies);

- la nécessaire rénovation de l'ensemble du système éducatif pour répondre aux besoins de formation qualifiante et de maîtrise du devenir de chacun;

- les conditions de vie des jeunes, qui nécessitent la multiplication des lieux et moyens d'activités, d'animation et de prévention permettant la prise en main par les jeunes eux-mêmes de leurs aspirations;

- les conditions de vie des handicapés qui nécessitent la prise en compte du droit au travail, une garantie de revenus, l'aménagement des équipements collectifs et une meilleure insertion dans la société;

- les conditions de vie des personnes âgées qui nécessitent les moyens de satisfaire leurs besoins spécifiques (modulation de l'âge de la retraite en fonction de la CSP);

- l'ouverture aux réalités et évolutions techniques et culturelles, qui nécessite des moyens nouveaux et décentralisés de communication, de loisirs, de formation;

- le maintien des grands équilibres naturels et écologiques, qui nécessite le combat contre le gaspillage et la prise en compte de la protection de la nature (prévention des pluies acides, problème des déchets radioactifs et chimiques, protection des rivages et rivières...);

- le nécessaire développement d'un tourisme populaire, basé sur des échanges réels entre travailleurs vacanciers et travailleurs des lieux d'accueil.

Certes, tous ces besoins ne peuvent être remplis du jour au lendemain. Mais on est bien loin d'une saturation des besoins ou d'une surproduction effective, comme certains le prétendent. Il faut mettre en œuvre un nouveau type de croissance, économe, complètement réorienté car basé sur la satisfaction des besoins matériels, culturels et humains et non sur la recherche du profit maximum.

POUR UNE AUTRE POLITIQUE DANS L'AGRICULTURE, POUR LE DROIT DE VIVRE DES PAYSANS

Il s'agit de résister, sous diverses formes, à toutes les conséquences négatives de la restructuration capitaliste dans l'agriculture. Il faut refondre une agriculture nationale qui ne soit plus basée sur les intérêts des monopoles internationaux où l'exploitation du travail est double (dans le Tiers Monde et en Europe), mais sur la satisfaction des besoins alimentaires de la population et sur la solidarité internationale pour vaincre les grands problèmes de famine.

Ceci en assurant :

- le droit à un revenu paysan garanti et minimum car à partir du moment où il y a travail, il doit y avoir revenu. Le niveau des cours n'est pas de la responsabilité du travailleur de la terre, il n'a pas à en supporter les insuffisances. Ce revenu doit être basé sur des conditions de travail proches de la condition salariale;

- l'établissement d'un véritable statut juridique de l'exploitation agricole, mettant une nette distinction entre capital et travail;

- la reconnaissance d'un statut social identique à celui des salariés quant au droit à la santé, à la retraite...;

- l'arrêt de toute désertification rurale avec mise en place d'une loi de programme qui :

- favorise l'installation des jeunes dans l'agriculture,

- crée de petites industries pour maintenir une vie active dans les villages,

- abaisse les seuils de fermetures d'écoles, de postes et autres services publics,

- assure des transferts de fonds des régions favorisées géographiquement vers les régions pauvres ou excentrées,

- favorise la production de qualité;

- l'établissement de seuils de production pour stopper tout phénomène de concentration de la production qui accélère la disparition des petits agriculteurs;

- le soutien à l'organisation du travail collectif en agriculture, en prenant pour base le mouvement CUMA, fort de ses 40 000 unités;

- le développement d'industries en amont et en aval de l'agriculture;

- l'unification de l'enseignement et de la formation agricole, avec reconnaissance de son critère technique sur les mêmes bases que les autres branches d'enseignement;

- le développement du potentiel technologique de l'agriculture française en vue d'assurer progressivement une assistance soutenue à l'agriculture du Tiers Monde pour lui permettre d'acquérir compétence, indépendance, autonomie et maîtrise pour leurs programmes de développement. La formation d'agronomes et techniciens dans le Tiers Monde et la réalisation d'enquêtes et de recherches pour le développement.

POUR UN NOUVEAU MODE DE DEVELOPPEMENT, INDÉPENDANT, NON-ALIGNÉ, SOLIDAIRE DU TIERS MONDE

Lever les « contraintes » du marché mondial

Il s'agit à la fois de lever les contraintes liées à l'insertion de plus en plus poussée de l'économie française dans le marché européen et mondial, de limiter les dépendances économiques et politiques qui en résultent, d'aller dans le sens d'une plus grande autonomie. Il faut sortir de la fausse alternative soumission croissante dans le marché mondial/autarcie, pour maîtriser les relations de l'économie française avec celles des autres pays.

Dans ce but, il s'agit à la fois :

- de combattre la domination du dollar et du marché mondial par :

- une politique active de taux de change permettant de limiter la concurrence des autres pays capitalistes développés, un contrôle rigoureux des changes pour réduire au strict minimum les sorties en devises, en limitant la convertibilité du franc, en taxant fortement les sorties de capitaux et les placements spéculatifs,

- la recherche d'accords avec les partenaires commerciaux de la France, dans le respect de l'indépendance et des avantages réciproques, excluant l'utilisation du dollar dans les règlements;

- une protection réelle du marché intérieur, par des mesures quantitatives et qualitatives, face à l'agressivité des multinationales notamment américaines, japonaises ou allemandes, et des mesures pour aller vers une indépendance technologique,

- la mise en œuvre d'une réforme du système monétaire international (une voix par pays au sein du Fonds monétaire international, extension de l'utilisation des droits de tirage spéciaux);

- de s'assurer d'une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, en veillant à l'équilibre de la balance des échanges avec chacune d'entre elles, en veillant à ne pas devenir tributaire, sur le plan qualitatif, pour les produits stratégiques, de l'une d'entre elles;

- de transformer les relations au sein de la CEE en renégociant le Traité de Rome autour de quatre axes :

- remettre en cause les inégalités qui se sont fait jour entre les différents pays d'Europe,

- permettre à chaque pays de développer s'il le désire une in-

industrie diversifiée remettant en cause l'actuelle répartition des productions au sein de l'Europe,
- remettre en cause les rapports de domination instaurés entre l'Europe et le Tiers Monde,
- remettre en cause l'actuelle division internationale de la production agricole et son corollaire qui est d'imposer au Tiers Monde le développement de cultures essentiellement exportatrices.

S'inscrire dans le développement du Tiers Monde, élaborer avec lui une nouvelle alliance, basée sur le non-alignement.

Les travailleurs et les milieux populaires en France d'une part, les peuples et pays du Tiers Monde d'autre part, subissent les uns et les autres, quoique dans des situations très différentes, les conséquences de la domination du dollar et de la contre-offensive de l'impérialisme US, des lois et règles du marché mondial, du redéploiement des capitaux. Cette situation crée les conditions d'une alliance, sur la base des intérêts des uns et des autres qui ne sont pas identiques, contre une cible unique.

Cela impose de remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, en particulier en Afrique, en reconnaissant le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises, les DOM-TOM (cf après), en négociant des accords bilatéraux avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud.

Ces accords, qui doivent reposer sur l'égalité et les avantages réciproques, négociés sur la base des revendications du Tiers Monde et des intérêts des travailleurs et des milieux populaires de notre pays, pourraient comporter à la fois :

- le règlement des échanges en francs et monnaies de ces pays, sans recours à des monnaies intermédiaires;
- la possibilité de pratiquer le troc;
- la suppression des barrières douanières françaises sur les produits finis et semi-finis produits dans ces pays;
- le développement de transferts technologiques permettant à ces pays l'accession aux brevets dont ils ont besoin pour mener leur propre développement;
- l'aide à la formation scientifique, technique et professionnelle des travailleurs de ces pays;
- des prêts sans intérêts de la France, proportionnels au volume des échanges, réductions ou annulations des dettes;
- des tarifs préférentiels pratiqués à l'égard des pays ou groupes de pays signataires;
- la renégociation des accords dits de « coopération » militaire, incluant le retrait des troupes et bases françaises de tous les pays du Tiers Monde;
- l'aide à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

Lever les obstacles qui, en France même, s'opposent à la mise en œuvre de ces orientations.

La mise en œuvre de telles orientations ne peut que provoquer une forte opposition de tous ceux qui tirent d'énormes privilèges et profits du système actuel.

Ces forces sont aujourd'hui puissantes, mais elles ne représentent les intérêts que d'une faible partie de la population. Au contraire, la grande majorité de la population n'a pas intérêt au maintien du système actuel car elle est, à des degrés divers, victime de ce système. Cette convergence d'intérêts (même si pas toujours ressentie comme telle) crée la possibilité de rassembler cette immense majorité en rejet de ce système contre une cible unique, dans le respect de la diversité des intérêts des différentes classes, couches et catégories et donc de résister à l'opposition des forces du capital.

Cela nécessite le renforcement continu de l'intervention des travailleurs et de leurs organisations syndicales, associatives, de leurs droits de contrôle, d'intervention et de gestion.

Cela nécessite aussi une profonde décentralisation de l'organisation et de la gestion (cf ci-après).

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

Unir les travailleurs.

Avec la crise, le patronat a mené une offensive de grande envergure contre les travailleurs. Cette offensive a porté en

particulier sur la diversification des statuts, la précarisation des emplois, la multiplication des facteurs de division entre les travailleurs (sous-traitance, travail à temps partiel, travail intérimaire, contrats à durée déterminée, utilisation en fonction des besoins à court terme des entreprises des différentes mesures pour l'emploi des jeunes...).

Ainsi a été progressivement mise en place une « société duale » avec d'un côté les travailleurs occupant des emplois stables, en particulier dans les entreprises compétitives et de l'autre ceux qui sont soumis à l'instabilité permanente, en particulier dans les filiales, sous-traitants et entreprises de service. Aujourd'hui, le patronat amplifie cette attaque pour accroître la « flexibilité » du travail, remettre en cause les garanties du Code du Travail, pouvoir licencier sans autorisation préalable de l'Inspection du Travail...

Une autre politique exige, au contraire, d'aller vers l'unité des travailleurs en prenant en compte et en partant de la diversité des situations, intérêts et revendications spécifiques à telle couche, tel secteur, telle entreprise, telle situation particulière.

Cela nécessite d'aller vers l'égalité des droits entre les travailleurs : à travail égal, salaire et statut égaux; même statut pour les travailleurs d'un même groupe (pour les travailleurs des filiales et sous-traitants...); égalité des droits entre hommes et femmes, jeunes et vieux, Français et immigrés...

Français et immigrés contre le racisme.

Face à la montée du racisme, il faut mettre en œuvre une démarche nouvelle qui associe la réalisation de l'égalité totale des droits entre Français et immigrés et une riposte concrète, quotidienne et persévérante sur le terrain.

Car ceux qui ont les mêmes devoirs doivent avoir les mêmes droits :

- **droits politiques** : droit de vote et d'être élu, libertés d'expression, d'organisation et les moyens pour que ces libertés soient efficaces;
- **droits sociaux** : droit au logement, à l'éducation, à la formation continue, à l'enseignement de la langue d'origine, à la santé, au regroupement familial; généralisation à tous les immigrés de la carte unique de 10 ans, renouvelable automatiquement et non informatisée; refus de toute notion de quota;
- **droit à la sécurité** : répression des auteurs d'attentats, d'assassinats anti-immigrés, ainsi que les pousse-aux-crimes racistes; application stricte de la loi de 1972 contre le racisme, dissolution des organisations condamnées sur la base de cette loi, interdiction des journaux et rassemblements à caractère raciste...

Il faut une riposte de terrain, ensemble, Français et immigrés, afin d'agir pour la solution des problèmes générateurs de tensions parmi les milieux populaires : chômage, baisse du pouvoir d'achat, aggravation des conditions de vie, des conditions de logement et de cohabitation dans les quartiers populaires et les grands ensembles; problèmes de l'école; conditions entraînant la petite délinquance, le sentiment d'insécurité, etc.

Pour être efficace, cette riposte doit :

- être concrète, quotidienne et persévérante;
- associer tous ceux qui sont confrontés aux problèmes du terrain : associations et organisations de l'immigration, associations de solidarité, associations de locataires et de quartier, animateurs, syndicats ouvriers, enseignants, assistantes sociales, syndicats d'avocats et de magistrats, etc.

POUR L'EXPRESSION PLURALISTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LA DÉMOCRATISATION DES INSTITUTIONS

Cela implique des transformations profondes, en particulier :

- L'adoption de la proportionnelle intégrale pour une représentation efficace et démocratique qui rompe avec la logique bipolaire gauche-droite et qui permette l'expression de toutes les forces et sensibilités populaires en fonction de leur impact dans le pays. Toutes les entraves à cette représentation - seuils, barrages financiers, accès inégal aux grands médias audio-visuels - doivent être abrogées.

- La transformation profonde du système des médias : accès aux médias audiovisuels mis en place au plan local et national pour les divers courants et sensibilités du mouvement culturel et artistique, associatif, syndical et politique de la jeunesse; attribution de moyens financiers pour leur expression par la presse écrite; multiplication des locaux, lieux de rencontres et d'animation; transparence et contrôle des aides et subventions versées.

- Il faut changer les institutions, la Constitution de la Ve République, en particulier supprimer le Conseil constitutionnel, le Sénat, l'article 16, la procédure des ordonnances; il faut limiter les pouvoirs du président de la République, transformer en profondeur le fonctionnement du corps législatif et réglementaire, réexaminer lois et règlements, remettre en cause le recrutement et la formation des grands corps et de la haute fonction publique, les mécanismes de l'appareil judiciaire, les différents appareils militaires et répressifs.

- Les institutions nouvelles devraient allier dans tous les domaines une décentralisation réelle et profonde et une centralisation limitée au nécessaire.

D'un premier bilan de la réforme de décentralisation, on peut déduire les propositions suivantes :

- **Au niveau municipal** : transférer les pouvoirs des maires aux conseils municipaux; préciser les conditions des panachages aux élections municipales pour réduire les possibilités de manœuvres politiciennes; définir le statut des minorités dans les conseils municipaux pour éviter leur exclusion de fait; permettre aux communes d'avoir les moyens financiers de répondre aux besoins des populations.

- **Aux niveaux départemental et régional** : transférer une partie des compétences des conseils généraux aux conseils régionaux en raison de l'étroitesse du cadre départemental; limiter les pouvoirs des présidents des conseils généraux, véritables potentats à la tête des départements.

Plus généralement, il faut remanier le découpage administratif et politique - communes, cantons, départements, régions - issu de l'histoire que ne recouvrent que très imparfaitement les réalités économiques, sociales, culturelles, linguistiques... des années 80.

*

L'élaboration de nouvelles institutions, reposant sur les traditions démocratiques comme sur les aspirations et expériences populaires, devrait reposer sur les orientations suivantes :

- l'élection d'assemblées à tous les échelons, sur les lieux d'habitation et les lieux de travail;
- le droit de vote et l'éligibilité de tous les travailleurs français et immigrés;
- donner les moyens de leur activité aux élus sans leur accorder de privilèges;
- l'élection des dirigeants avec non-cumul et limitation des mandats, et leur contrôle réel, en particulier par la possibilité de référendums d'initiative populaire;
- l'expression des avis et opinions de tous, l'invention, la prise de responsabilité, la créativité des hommes et des femmes qui produisent et travaillent est non seulement nécessaire pour le développement de la démocratie, mais indispensable et vital pour transformer la société.

POUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS ET ASPIRATIONS DES MINORITÉS NATIONALES

Une autre politique exige que soit prise en compte la réalité des peuples minorisés dans notre pays et reconnu leur droit à l'autodétermination : article 73 de la Constitution à remanier.

- Il faut répondre aux aspirations nationales et culturelles : reconnaissance du statut de langue officielle aux langues ayant une assise territoriale : réparation historique, moyens fournis à leur maintien et à leur développement (financement public des cours), à leur place dans les médias au niveau de toute la France, dans la signalisation routière, dans tous les actes de la vie publique;
- légalisation de l'enseignement en langues minorisées par la création dans le cadre de l'Education nationale (après une

large concertation avec les écoles existant déjà : Diwan, Seaska, etc.) d'une double filière d'éducation dont l'une aurait le français comme langue véhiculaire avec apprentissage efficace de la langue minorisée et l'autre la langue minorisée comme langue véhiculaire avec apprentissage efficace du français;

- enseignement de l'histoire et de la culture des langues minorisées.

Il faut répondre à l'aspiration de « vivre et travailler au pays » : contre la désertification et la désindustrialisation.

POUR DÉFENDRE LA PAIX ET POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Une nouvelle politique en France est indissociable d'une nouvelle politique de la France dans le monde. Dans une situation internationale marquée par la rivalité croissante des deux superpuissances, USA et URSS, pour l'hégémonie mondiale, et par les luttes des peuples et pays du Tiers Monde contre l'impérialisme, pour l'indépendance économique et politique, pour un nouvel ordre économique international et pour un authentique non-alignement, une nouvelle politique doit reposer sur la solidarité avec les luttes du Tiers Monde et une alliance avec celui-ci. Cela nécessite en particulier de combattre l'impérialisme français sous toutes ses formes (colonialisme, néo-colonialisme, exploitation économique, présence militaire, domination culturelle...). En particulier :

- Pour le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises.

Une nouvelle politique implique de reconnaître le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises que sont les DOM-TOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Réunion, Polynésie, St Pierre et Miquelon, Mayotte) et de soutenir concrètement les luttes de leurs peuples pour recouvrer leur souveraineté sur leurs terres et leurs pays, et édifier leur économie nationale.

- Pour la solidarité et l'alliance avec le Tiers Monde.

Cela nécessite de nouveaux rapports économiques, politiques, militaires, culturels, basés sur l'égalité et les avantages réciproques (cf plus haut). Cela implique de combattre concrètement, en solidarité avec le Tiers Monde, les manifestations de l'impérialisme français, tels le pillage des matières premières, l'échange inégal, l'exportation des capitaux, la présence de bases militaires françaises, les ventes d'armes, les essais nucléaires français dans le Pacifique...

- Développer la solidarité avec les luttes des peuples pour leur indépendance et leur liberté :

au Salvador et au Nicaragua, en Afrique du Sud et en Namibie, en Palestine, en Afghanistan, au Cambodge, en Irlande, en Pologne, comme avec toutes les luttes démocratiques et populaires.

- Défendre la paix.

Malgré la reprise des négociations entre USA et URSS, la course aux armements se poursuit dans le monde, à l'initiative des deux superpuissances qui recherchent, l'une comme l'autre, la suprématie. Détenant 95% des armes nucléaires, 95% des sous-marins, assurant 74% du commerce des armes dans le monde et 70% des dépenses militaires, ces deux superpuissances sont à la source des dangers croissants qui menacent la paix mondiale.

Une politique active de la France pour défendre la paix nécessite d'agir, aux côtés du Tiers Monde, pour un désarmement général, simultané et contrôlé, comportant le démantèlement des bases militaires situées sur des territoires étrangers, la destruction simultanée des armements nucléaires et conventionnels, la dissolution simultanée des deux blocs, OTAN et Pacte de Varsovie. Sa mise en œuvre nécessite de commencer par ceux qui sont surarmés et menacent la paix, les deux superpuissances. La France ne saurait pour autant attendre passivement qu'un tel processus s'engage. Elle doit y œuvrer par de multiples initiatives, en particulier dans les instances internationales, en liaison avec le Mouvement des non-alignés, le groupe des 77 de l'ONU, et s'engager à réduire son propre armement dès que ce processus sera clairement entrepris, tout en assurant son indépendance et sa sécurité.

CONTRE LES DANGERS DE LA DROITE, FACE A L'ECHEC DE LA GAUCHE, POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE

Les 22 et 23 juin dernier, s'est tenu un Congrès du PCML consacré aux batailles politiques de 86 et de l'après 86. Il a adopté deux textes : « Contre les dangers de la droite, face à l'échec de la gauche, pour une alternative politique » et « Propositions pour une politique alternative ».

VERS UN NOUVEAU SIGLE DU PCML

Le Congrès a abordé également la question du sigle du PCML et en a décidé le changement. Ce sigle — essentiellement le terme « marxiste-léniniste » — est aujourd'hui inadapté et ne correspond pas à nos combats et à notre positionnement au milieu des années 80. D'une part, « marxiste-léniniste » donne une vision des références du parti à la fois réductrice (notamment ne faisant pas référence à l'apport de Mao Tsetoung), et fautive, car les références sont relatives à la période et au lieu de leur production et non des absolus, la démarche correcte consistant à partir de la réalité telle qu'elle est et de rechercher la vérité dans les faits. D'autre part, « marxiste-léniniste » donne une perception du parti dogmatique, sectaire ou voulant reproduire en France les expériences antérieures ou étrangères sans lien avec la réalité de la France et du monde d'aujourd'hui.

Le Congrès a décidé de consulter dans les prochaines semaines tous les militants du parti et autour du parti sur le sigle correspondant aux mieux aux combats et positionnement actuels afin de décider du nouveau sigle en septembre.

UN POT AMICAL

A l'issue du Congrès, le PCML a organisé un pot amical le 26 juin auquel ont participé une soixantaine de personnes, notamment des représentants du PSU (dont Jean-Claude Le Scornet), de la LCR (dont Alain Krivine), de la Fédération de la gauche alternative, de l'UDB, de VVAP, du MRAP, de l'OCDM des Comores, de l'UPLG de Guadeloupe, de l'AGEM de Martinique, de l'ambassade de la République populaire de Chine, de la Délégation du Kampuchea démocratique auprès de l'UNESCO, ainsi que plusieurs personnalités dont Jean Chesneaux, Félix Guattari, Serge Lewisch, Jean Jaulin (*Economie en questions*), Régis Bergeron et de nombreux amis du parti.